

Frilosité émergente : Ali Bongo met l'armée dans la rue

Depuis le jeudi 07 juillet 2016 dans la nuit, Libreville est en état de siège. Pour justifier cette opération, qui a vu les bérets rouges envahir nos rues armés en bandoulière, le gouvernement a brandi le fallacieux prétexte « de manœuvres anti-terroristes », un phénomène qui ne touche pas notre pays, mais dont Ali Bongo a décidé de se servir comme prétexte pour lancer l'opération Nguene. En clair, les militaires ont le droit de poser des check-points dans tous les axes de Libreville et de procéder à des contrôles dès la tombée de la nuit.

Libreville est donc sous état d'urgence depuis le jeudi 07 juillet dernier. Ali Bongo Ondimba, qui a pris la mesure de la situation, voit désormais des terroristes partout. Situation que nous avons déjà relevée dans l'un de nos derniers édito : « *La paix des cimetières* ». A l'époque, nous nous saisissions du passage d'Ali Bongo au Congrès où il était allé clamer la paix. Ainsi, ne croyions-nous pas si bien dire lorsque nous écrivions : « *Au lieu de développer le pays, une minorité d'arrivistes, de repus et de parvenus ne cessent de le ruiner, comment prétendre à une paix juste et durable ? A un moment, la pression des frustrations risquera de faire exploser la chape de silence qui pèse sur le bas peuple. Alors, à ce moment-là, le régime hurlera à la violence et au terrorisme* ». Nous en sommes là.

Ali Bongo vient donc de mettre dans rue les forces de première et deuxième catégories. Il croit certainement avancer masqué, mais son affaire-là est cousue de fil blanc. Tout le monde voit bien qu'il prépare un scénario à la Sassou. D'ici-là, il va dégrèter aussi la fermeture des frontières dans les jours qui viennent, sans oublier le blocage des communications, tout ceci pour prévenir la lutte contre le terrorisme. Il doit se retourner au fond de sa tombe, le vieux Houphouët, qui disait : « *Si j'avais un petit pays aussi riche avec une petite population comme le Gabon, je le gouvernerais les yeux fermés* ».

Et pourtant, tous les signaux montrent bien que si demain le terrorisme éclate au Gabon, il ne viendra pas de l'extérieur, Ali Bongo en est lui-même l'instigateur. Parce, lorsqu'on réduit les gens à la misère, au musèlement de l'expression par la confiscation des médias d'Etat, à la privation des libertés par une répression aveugle et disproportionnée de la moindre manifestation de rue, à la précarité... nous sommes désolés, il n'y a pas meilleur moyen pour fabriquer des terroristes.

Nous comprenons le souci d'Ali Bongo Ondimba de dérouler le processus de son de deuxième coup d'Etat électoral. Mais qu'il comprenne aussi que le peuple gabonais, pour rien au monde, ne fera en sorte que 2016 ressemble à 2009. Il n'acceptera pas que le coup d'Etat électoral, qui se met en place sous ses yeux, aboutisse.

Lors de sa sortie inopinée de samedi dernier, Ali Bongo a, avec une arrogance digne d'un dictateur, lancé un défi au peuple gabonais en ces termes : « *Venez me chercher !* ».

Autrement dit, si vous êtes courageux, venez, je vous attends. Cela veut dire quoi ? Qu'il est fin prêt à aller à l'affrontement avec son propre peuple. Mais, entre nous, sans ses mercenaires, sans ses milices (car l'armée ne lui appartient pas, elle est républicaine), que représente Ali Bongo Ondimba au point de défier un peuple qui l'a laissé, sept ans durant, jouir d'un mandat qu'il a usurpé ?

Toujours le même samedi, il a dit, en lien avec ses origines : « *Je ne ressemble pas à un étranger* ». Alors, il dit qu'il ressemble à quoi ? Certainement à un Gabonais. Mais ça, tout le monde peut le dire, à la différence qu'entre lui et les autres Gabonais d'origine, même si certains ressemblent à des étrangers, est qu'eux, au moins, peuvent justifier leur filiation, soit parce qu'un jour, tout le monde a vu leurs génitrices enceintes, soit parce qu'ils ne disposent que d'un - et un seul - acte de naissance qui prouve leur origine. Ainsi, si Ali Bongo n'était pas un chef de l'Etat qui a assujéti toutes les institutions à son autorité, il se trouverait depuis en prison. Et Dieu seul sait que, tôt ou tard, il finira par s'y retrouver, malgré son arrogance, malgré son esbroufe... Ses gesticulations actuelles n'impressionnent personne, car l'heure pour le peuple de le dégager du pouvoir a sonné. La fin du règne des Bongo, c'est pour ce mois d'août. S'ils s'obstinent à rester au pouvoir en comptant sur les armes, nous craignons fort que leurs armes ne se retournent contre eux, car aucune armée au monde ne peut s'opposer à la volonté d'un peuple à se libérer d'une dictature. La violence dans laquelle Ali Bongo est en train de plonger le pays ne peut sauver son régime. S'il a gardé un pan de l'héritage d'Omar Bongo Ondimba, s'il aime vraiment ce pays qui lui a tout donné et s'il se sent vraiment Gabonais, même d'adoption, nous lui conseillons de prendre de la hauteur, de libérer le pouvoir sans la moindre goutte de sang, autrement dit sans avoir recours aux armes. Il est certainement prêt à se sacrifier lui-même pour éviter d'aller en prison, car tous les Bongo ont une sacrée peur bleue de la prison, mais qu'il pense à sa femme et à ses enfants. Ils n'ont pas à jouir longtemps de son déshonneur.

S'il s'accroche au pouvoir, tôt ou tard le peuple, qui se mobilise en ce moment et qui n'entend pas reculer cette fois-ci, va le dégager de la manière la plus humiliante et le fera juger. Nos jeunes magistrats, dont certains font preuve de courage et de détermination au sein du Synamag, sont formels. Ils sont capables de juger tous les délinquants du régime dès que celui-ci tombera. Ali Bongo devra méditer sur ce qu'il a envie de faire. Un chef de l'Etat doit s'abstenir de tenir des mots de défiance aussi graves contre son propre peuple : « *Venez me chercher !* », même s'il est candidat.

Guy Pierre Biteghe